

Malheureusement, le budget du 22 octobre montre bien clairement que les gouvernements libéraux insistent depuis 1963 et continuent à insister pour adopter des politiques que l'on ne peut qu'appeler irréflechies. Le manque de crédibilité à l'égard des programmes fiscaux du gouvernement est très grand et continue à s'accroître. Ce ne sont pas là de vaines paroles; elles ne sont pas en contradiction avec les faits, et elles ne diffèrent pas des discours que j'ai prononcés en cette enceinte au sujet des politiques des gouvernements libéraux depuis 1963.

Le tragique de l'affaire, c'est que les erreurs du gouvernement ne lui servent pas de leçon. Il semble au contraire décidé à les perpétuer par une politique financière que même les membres du parti ministériel doivent reconnaître comme mauvaise. Rien d'étonnant que l'honorable Robert Winters, ancien ministre du Commerce, en annonçant sa candidature au poste de chef du parti libéral en janvier dernier, ait dit que le parti libéral et le gouvernement libéral doivent revenir à des politiques responsables dans le domaine de la fiscalité. (*Applaudissements*)

Je pensais que l'actuel ministre des Finances aurait tiré profit des erreurs commises par ses prédécesseurs et des conseils donnés par des hommes tels que l'honorable Robert Winters, mais sans doute n'en est-il rien. Les dépenses du gouvernement se sont élevées à 10,780 millions de dollars, portant le déficit à 675 millions de dollars. En décembre dernier, le ministre des Finances—comme l'indique le hansard à la page 5180—a déclaré que les dépenses du gouvernement seraient maintenues à 10.3 milliards de dollars. Il a déclaré la même chose le jour suivant. Le 13 février de cette année, le ministre des Finances a déclaré, et je cite le hansard à la page 6663:

Monsieur l'Orateur, j'aimerais assurer à la Chambre qu'à la fin de l'année, une fois que le budget supplémentaire aura été présenté, ... nous atteindrons notre plafond de 10,300 millions de dollars et que nous équilibrerons le budget cette année.

Il parlait alors à titre de ministre du Revenu national. Que s'est-il passé dans l'intervalle? Est-il surprenant que les Canadiens voient se creuser sans cesse le fossé de la crédibilité? Est-il surprenant que les sommités du pays en matière de finance et d'économie politique sont presque unanimes à dire que ce budget est une tragédie pour la nation?

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp), notre ex-ministre des Finances, a dit la même chose. En fait, je crois que le ministre des Finances s'est borné à

[M. Thompson.]

répéter ce qu'a dit le ministre des Finances d'alors. Il a déclaré le 10 novembre de l'année dernière, comme en fait foi la page 4124 du hansard, que le budget des dépenses pour 1968-1969 serait limité à \$10.3 milliards. Il l'a répété plus tard le même mois, le 30 novembre, je crois. On trouve cela à la page 4900 du hansard. Il l'a encore répété bien des fois depuis. Rien d'étonnant à ce que Peter Newman, journaliste bien connu, d'ordinaire assez indulgent dans ses critiques à l'égard du gouvernement, ait déclaré le soir du budget que depuis la deuxième guerre mondiale, les comptes publics n'avaient jamais connu pareil gâchis. Je tiens à dire aux vis-à-vis, ainsi qu'à certains des nouveaux députés—car je suis sûr qu'ils partagent ce souci—qu'il ne s'agit pas, de la part de l'opposition, de vaines paroles: ce sont des faits.

Où allons-nous? Où vont les finances du pays? Voyons ce qui s'est passé l'an dernier. Le déficit est évalué à 675 millions de dollars, mais le gouvernement nous a fait savoir, en février dernier, qu'il avait réduit de 800 millions de dollars les dépenses envisagées dans le budget en cours. De plus, les nouveaux impôts prévus dans le budget vont accroître de 440 millions de dollars la charge fiscale des contribuables canadiens. Et la hausse des tarifs postaux va coûter aux Canadiens une autre centaine de millions. Il faut en tenir compte, car il s'agit d'un nouveau prélèvement. Tout compte fait, les dépenses du gouvernement auront augmenté de plus de 2 milliards de dollars, ou, plus exactement, de 2,015 millions de dollars, depuis 1966-1967. En d'autres termes, c'est de l'irresponsabilité financière de la pire espèce.

• (4.40 p.m.)

Le ministre des Finances actuel a dit qu'il équilibrerait le budget l'an prochain. Je n'y crois pas et, à mon avis, personne n'y croit. Qu'est-il advenu de la crédibilité du gouvernement? On a dit qu'une économie saine ressemblait un peu à une éponge: l'éponge peut absorber bien des fiascos, mais quand elle est saturée, elle devient elle-même un fiasco. Le gouvernement a maintenant atteint le point de saturation et je m'en inquiète. Je me préoccupe du bien-être de notre pays. Si l'on veut se servir de nouveau de l'éponge, je crois qu'il n'y a rien d'autre à faire que de la tordre d'abord, et le gouvernement en est incapable.

Le ministre des Finances nous a dit que l'une des hausses imprévues des dépenses publiques a été celle des frais afférents au service de la dette nationale. Ils ont augmenté